

Vers une autre Europe...

Une Interview de Philippe Herzog,

Président fondateur de Confrontations Europe, ancien député européen.

Un nouveau parlement européen vient de sortir des urnes. En pratique les députés européens émanent des partis nationaux. Comme il n'existe pas de partis européens indépendants des vicissitudes politiques nationales ; il en résulte que le Parlement européen n'est que fort peu porteur d'une parole plurinationale, ce qui limite son rôle face à des États-nations plus que jamais sacralisés.

Qu'en pensez-vous ?

Je suis d'accord. Les « partis européens » actuels sont des conglomerats de partis nationaux. Il faut envisager de former des partis européens d'affiliation directe qui proposeront des listes paneuropéennes aux prochaines élections ; et en tout cas des listes panachées avec des candidats d'autres pays européens sur les listes nationales. D'autre part, la synchronisation des élections nationales et européennes serait souhaitable : les citoyens comprendraient mieux la nécessité d'articuler les défis sur les deux niveaux. Actuellement les citoyens se focalisent sur les horizons électoraux nationaux, tous différents, et ne saisissent pas l'enjeu communautaire. Enfin, il est urgent d'établir la coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux alors que de nouveaux enjeux de partage de souveraineté sont nécessaires. Cela suppose que les élus nationaux s'éduquent, car bien peu d'entre eux connaissent les réalités européennes.

En préférant l'élargissement à l'approfondissement, l'Europe n'a su prendre en compte ni les divergences existant entre les différentes économies européennes, ni celles existant entre leurs systèmes sociaux. En conséquence, l'harmonisation des politiques économiques et sociales est restée inexistante au bénéfice d'un grand marché libéral qui, de plus, est largement ouvert sur l'extérieur.

Pensez-vous que la nouvelle administration qui se met en place pourra redresser les errements du passé ? Acceptera-t-elle de signer avec les USA le fameux traité de libre-échange TTIP concocté par l'administration Barosso ?

Ce n'est pas une soi-disant préférence à l'élargissement qui est en cause, c'est le refus de l'approfondissement ou, à tout le moins, les freins mis à son encontre. L'Union a vocation à s'élargir à toute l'Europe, la substance même du projet c'est l'unité dans la diversité. Les nouveaux pays membres ont apporté une fraîcheur et un peu de dynamisme alors que, sur tous les grands sujets, les grands Etats comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France ne s'entendent pas. Par exemple, les difficultés de l'euro sont dues pour l'essentiel aux gouvernements français et allemand. La gouvernance de la troika dans les pays dits « périphériques » est justement dénoncée.

La coordination des politiques nationales, fondée sur les mêmes critères pour tous les pays membres et les mêmes recettes pour chacun, ne prend pas en compte les énormes différences de situation et les divergences entre les économies européennes. De même la concurrence règne sur le grand marché alors que la coopération est faible, de sorte que la cohésion n'est pas réalisée. Au contraire, la crise est marquée par l'accentuation des disparités. Pour l'avenir, il faudra concevoir une Union différenciée.

Ces divisions et cette fragmentation ne permettent pas à l'Europe d'affronter la mondialisation dans de bonnes conditions. Le grand marché se dilue dans le marché mondial, alors qu'il faudra le construire en camp de base pour une solidarité européenne. Je ne suis pas contre un traité de libre échange et de régulation avec les Etats-Unis, mais dans les conditions actuelles l'opacité qui règne et la difficulté à concevoir l'intérêt européen créent une situation dissymétrique entre eux et nous. Le Parlement européen va devoir se concentrer sur cette recherche d'intérêt commun avant d'utiliser son pouvoir de codécision.

Plus généralement, voyez-vous une possibilité de compromis entre les visions des Etats les plus libéraux de l'Union comme le Royaume-Uni, et ceux qui souhaitent intégrer des dimensions sociales, fiscales et industrielles ? Voici plus de vingt ans, l'économiste Michel Albert opposait les deux modèles de capitalisme : le modèle industriel rhénan, patrimonial et social ; le modèle financier américain, court-termiste et ultra-libéral. Il pronostiquait à regret la victoire du modèle américain. N'est-ce pas ce qui s'est passé ?

Oui, le modèle capitaliste anglo-saxon a gagné dans les deux ou trois dernières décennies. Mais il faut néanmoins noter la résilience des capitalismes rhénans et scandinaves. Par contre, l'échec du modèle colbertiste français est patent. Ceci est du à la crise de l'Etat français que les gouvernements successifs n'ont pas réformé, et à la carence des partenariats entre la société civile, les entreprises, les collectivités publiques.

La victoire du capitalisme anglo-saxon a été évidemment facilitée par la prévalence des règles de libéralisation et de la politique de concurrence sur le grand marché. C'est un marché sans biens publics partagés, avec une faible harmonisation fiscale, et une faible capacité de circulation des travailleurs. Il faut maintenant s'attaquer à ces carences, il faut passer des paroles aux actes.

Plus généralement, les défaillances et les biais du modèle anglo-saxon sont aujourd'hui patents. Chacun peut constater que, face à la crise, il y a besoin d'un retour du rôle des puissances publiques, en particulier pour investir. Les différents modèles nationaux en cours de réforme doivent coexister et il n'y aura pas un seul modèle européen, mais il est nécessaire de promouvoir la coopération entre eux. Cette logique de coopération, dans les domaines sociaux et industriels en particulier, nous rendra plus forts dans la compétitivité mondiale. Elle est indispensable pour construire une nouvelle croissance dans une perspective de développement humain et écologique durable.

N'étant pas un pouvoir exécutif à part entière, le rôle de la Commission n'est pas clair. Il en résulte une communication largement illisible.

Comment voyez-vous le rôle de la Commission ?

Aujourd'hui, les gouvernements nationaux et la logique intergouvernementale ont pris le pas sur la méthode communautaire. La Commission tend à être ravalée au rôle d'une administration technocratique. Comme elle a des pouvoirs très importants en matière de régulation et de coordination, sa légitimité démocratique est mise en cause. Il est indispensable de restaurer l'autorité morale et politique de la Commission. Mais ceci n'est possible que si on entreprend sa réforme pour la débureaucratiser et dans certains domaines la dédogmatiser. D'autre part sa légitimité sera rétablie, non pas indirectement comme il est question aujourd'hui via l'élection européenne, mais directement. Sa présidence pouvant être issue du suffrage universel ou d'un congrès réunissant un collège d'élus européens et nationaux.

La nécessité est apparue, non pas simplement d'améliorer la gouvernance, mais d'assumer des fonctions de gouvernement pour l'économie et les finances de la zone euro, et au niveau de l'Union à

28 pour les relations avec le monde extérieur. Des ministères pourraient être créés à cet effet, et les ministres pourraient être à la fois membres du Conseil de l'euro ou des 28, et de la Commission. Pour la zone euro, des représentants des parlements nationaux devront, d'une façon ou d'une autre, participer au contrôle démocratique, puisque des pouvoirs budgétaires et fiscaux seront conférés au gouvernement de l'euro, impliquant de nouveaux partages de souverainetés.

L'une des plus graves questions qui se pose à l'Europe va être d'assurer un certain nombre d'investissements à long terme (ILT) alors que les Etats et les collectivités territoriales souffrent de finances dégradées. Au nombre des investissements à financer d'urgence se trouvent notamment les infrastructures énergétiques qu'il va falloir renouveler pour les rendre indépendantes des carburants fossiles.

Comment assurer ces financements ?

L'investissement à long terme est le défi principal pour une nouvelle croissance. Or, aujourd'hui, l'investissement en Europe est inférieur au niveau de 2007 et il ne repart pas. La rentabilité des projets escomptée par les entreprises et les investisseurs est jugée trop faible. Ils font preuve d'aversion au risque. Et, dans les conditions actuelles, le potentiel de croissance de l'Europe est faible.

Vu les défaillances de marchés, la redéfinition du rôle de la puissance publique est cruciale, pas seulement pour la décarbonation de l'économie, mais aussi pour l'appropriation du numérique, la mise en œuvre des technologies clés génériques, la mobilité durable, le renouvellement de la santé publique, etc. Ce n'est pas seulement un problème de financement, la puissance publique doit être capable de valoriser les projets, changer les modèles de marché, connecter l'innovation, les infrastructures et les capacités productives. Le souci de la cohésion entre les territoires et les pays européens est essentiel.

Le système financier va devoir repenser l'intermédiation et mutualiser les ressources et les risques. Les investisseurs institutionnels joueront un rôle clé pour le long terme, en partenariat avec les banques, et de nouvelles classes d'actifs devront être créées et des garanties publiques apportées pour des financements *corporate* et de projets d'intérêt général.

Les Européens ne se connaissent pas. Le grand marché, la libre circulation des biens, capitaux et services, ne peuvent suffire à donner une âme à l'Europe. Il lui faut une vision commune de nature culturelle et même spirituelle. Or, si les Européens ne disposent pas d'une langue commune, ils ont néanmoins en commun un fonds culturel hérité de la tradition judéo-chrétienne, de la raison grecque et de l'esprit des Lumières.

Les Européens et notamment les Français n'ont-ils pas tendance à minimiser la portée de cet apport, à le considérer comme secondaire, voire exotique ? Comment pourrait-on valoriser cet acquis ?

Les Français sont enfermés dans des œillères culturelles hexagonales et des mythes historiques qui ne leur permettent pas de se projeter vers l'avenir. Nous cultivons la gloire de nos Lumières sans pouvoir les renouveler et souffrons d'un manque de spiritualité. Les tendances à la déculturation, c'est-à-dire la méconnaissance du fond culturel européen, sont évidentes et il faut les combattre.

La réforme de nos contenus éducatifs est primordiale, elle implique des échanges systématiques de maîtres et d'élèves entre nous et les autres pays européens, et la possibilité pour nous tous - par les voies de l'apprentissage et tout au long de notre vie active - de connaître les autres Européens, de faire l'épreuve de l'altérité et aussi de vivre ses joies.

A l'échelle de l'Europe, une renaissance culturelle est à l'ordre du jour. En effet il y a besoin d'une réforme de pensée pour accomplir la métamorphose de l'Union qui permettra de répondre aux nouveaux besoins sociaux, à l'impératif écologique et à la redéfinition du rôle de l'Europe dans le monde.

L'idée de progrès, que l'Europe a toujours portée, fut encore nourrie durant les 50 ans qui ont suivi la seconde guerre mondiale par la construction d'une paix durable entre des nations qui s'étaient trop longtemps déchirées.

Après les multiples échecs qu'elle a accumulés depuis un quart de siècle, pensez-vous que l'Europe puisse encore prétendre devenir un laboratoire d'essai pour expérimenter de nouvelles formes de gouvernance ?

Pensez-vous qu'un projet de nature à recréer le sens du futur et à ranimer l'ardeur des Européens pourrait s'inspirer des grandes lignes du concept de noosphère cher à Teilhard de Chardin ?

L'Europe est déjà un laboratoire de gouvernance transnationale et plurinationale ; elle fabrique un droit commun, elle favorise les échanges, elle coordonne les politiques nationales. Mais ce laboratoire de démocratie plurinationale est trop faible aujourd'hui, faute de participation des citoyens à tous les niveaux, et parce que nous avons délégué à des élites tous les devoirs de formation d'une Communauté. Il n'y a pas de véritable espace public de communication entre Européens, et la société civile européenne n'a pas réussi encore à prendre essor.

Le grand projet qu'a été le fédéralisme historique doit être revisité. Il ne s'agit pas de déléguer nos pouvoirs à un Etat fédéral. Nous avons besoin de redéfinir nos identités, rapprocher des nations - comme plurielles - et inventer une démocratie communautaire plurinationale. Comme je l'ai dit, l'Union sera différenciée, d'ailleurs c'est un souci mondial que de bâtir l'unité dans la diversité. Le sens de nos efforts, c'est un développement humain et écologique et une humanité réconciliée.

Oui, Teilhard de Chardin nous inspire encore. La conscience européenne est elle-même une contribution à la conscience de toute l'humanité. Sauver la vie sur la planète est un impératif et nécessite une coopération sans précédent entre les générations et les sociétés. La révolution scientifique et technologique, tout comme les interdépendances économiques la rendent nécessaire. L'Europe ne doit plus se projeter de façon dominatrice sur les autres, il faut partager les traditions pour forger une conscience commune. La notion de progrès se redéfinit alors qu'il s'agit de réhabiliter l'environnement et de vivre en harmonie avec la nature. La capacité de création ne doit pas rester l'affaire d'un petit nombre mais intéresse tous les individus. La démocratie de participation doit prendre le pas sur la démocratie délégataire, ce qui n'est possible que par l'émergence de nouvelles valeurs de responsabilité et de solidarité.

Propos recueillis par **Jacques Masurel**
jf.masurel@gmail.com